

Enchères sur la culture !

Lettre ouverte aux visiteurs du Musée national Picasso :

Enchères sur la culture !

« Tous ces objets précieux qu'on tenait loin du peuple, ou qu'on ne lui montrait que pour le frapper d'étonnement et de respect, toutes ces richesses lui appartiennent. » *Circulaire du Comité de l'instruction publique de la Convention nationale, Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver, dans toute l'étendue de la République, tous les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement, 1793.*

Cette conquête sociale, issue de la Révolution Française, se voit aujourd'hui gravement menacée par le projet de révision générale des politiques publiques (RGPP) voulu par Nicolas Sarkozy, président de la République française.

En effet, le Ministère de la Culture est le premier cobaye de cette réforme visant à démanteler le service public pour en réduire le coût.

Fusion des directions centrales, baisse des crédits du ministère de 20 % sur trois ans, changement de statut des établissements et des personnels (auquel s'adjoint le développement de l'emploi précaire : intérim, CDD, temps partiel), désengagement de l'Etat dans la gestion des musées par le transfert à une entreprise à caractère public, mais de droit privé (la RMN) ou aux collectivités territoriales, autofinancement des musées par la mise en place de projets de location ou de vente des collections publiques pour compenser

le désengagement financier de l'Etat. Il s'agit d'une privatisation masquée assortie d'une précarisation des personnels, présageant la fin du service public au service du public!!!

C'est un tournant décisif et singulièrement grave dans l'histoire des politiques culturelles en France : l'idée même que la culture relève d'une responsabilité publique sur l'ensemble du territoire national et donc l'idée d'un patrimoine culturel en tant que bien commun de la Nation est aujourd'hui remise en cause. Le dogme du « moins d'Etat » entraîne une réduction des missions et des moyens d'interventions du Ministère de la Culture qui ne représentent pourtant qu'à peine 1 % du budget de l'Etat.

Tous ces projets visent à la rentabilisation du Patrimoine, réduit à une vulgaire marchandise. Un député UMP, Jean-François Mancel, est allé jusqu'à déposer un projet de loi visant à classer les œuvres appartenant à la nation en deux catégories : celles inaliénables en tant que « trésors nationaux » et celles « libres d'utilisation » qu'on pourrait vendre au plus offrant.

Ce qui se passe actuellement au sein du Musée national Picasso constitue un avant-goût de cette politique. En effet, un projet de rénovation du musée est envisagé. L'Etat, dans sa logique de désengagement, ne financera pas du tout les travaux. La directrice de l'établissement pour récolter les fonds nécessaires a donc choisi d'entamer un cycle international d'expositions itinérantes d'une grande partie des œuvres du musée. La collection permanente dans son intégralité n'est donc plus visible depuis plusieurs mois et ce pour plusieurs années. Ce genre de pratique tendra à se généraliser avec la RGPP au détriment de tous les visiteurs des musées nationaux.

**Face à cette régression historique,
attaquant de plein
fouet l'exception culturelle
française,
nous invitons les visiteurs du
Musée national Picasso à se joindre
aux personnels du Ministère de la
Culture**

- Pour le retrait de la RGPP.**
- Le maintien de la Direction des
Musées de France.**
- Le maintien des Musée nationaux-
SCN dans leurs statuts actuels.**

**Pour affirmer, tous ensemble, que
la culture ni ses agents
ne sont des marchandises !**

Le mercredi 20 février 2008.

Les personnels du Musée national Picasso.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la fin des Musées nationaux tels qu'ils ont été créés à l'origine.

Les personnels du Musée National Picasso sont très inquiets

quant à l'avenir du Ministère de la Culture. En effet, ce ministère est le premier à passer au crible de la révision générale des politiques publiques (RGPP) voulu par Nicolas Sarkozy, président de la République Française. Une note du directeur de cabinet de la Ministre de la Culture Christine Albanel est très clair quant au attention du gouvernement en ce qui concerne les Musées de France : *« le conseil de modernisation des politiques publiques du 12 décembre 2007 a préconisé un processus de modernisation du secteur des musées qui permette de rendre un meilleur service aux usagers à un moindre coût pour les finances publiques. »*

C'est un tournant décisif et singulièrement grave dans l'histoire des politiques culturelles en France : l'idée même que la culture relève d'une responsabilité publique sur l'ensemble du territoire national est aujourd'hui remise en cause. Le dogme du « moins d'Etat » entraîne une réduction des missions et des moyens d'interventions du Ministère de la Culture qui ne représente pourtant qu'à peine 1 % du budget de l'Etat.

L'objectif du gouvernement est effectivement de baisser les crédits du Ministère de 20 % sur trois ans.

De désengager le ministère de la gestion des musées nationaux par le transfert vers une entreprise de droit privé ou les collectivités territoriales.

Face à ce désengagement de l'état, les musées devront pour s'autofinancer mettre en place des projets de location ou de vente des collections publiques.